Éditorial

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pds/1841>

DOI : 10.4000/pds.1841

ISSN : 2494-2782

Éditeur

Conseil régional Occitanie

Référence électronique

« Éditorial », *Patrimoines du Sud* [En ligne], 6 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 16 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/pds/1841> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pds.1841>

La revue *Patrimoines du Sud* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Patrimoines du sud – 6, 2017

Éditorial

Un examen rapide de la littérature scientifique et grand public, parue ces dernières années dans le Sud-Ouest de la France, montre que la restauration des œuvres d'art suscite un intérêt croissant. Presque absente des expositions muséales autrefois, elle devient parfois objet principal d'expositions, comme, par deux fois dans le courant des années 2000, au musée des Augustins de Toulouse. *Polychromies secrètes* (2006) et *Une histoire toulousaine vers 1500* (2011) ont mis à l'honneur des opérations de restauration emblématiques sur des sculptures et des peintures médiévales, en insistant sur le problème délicat, déontologiquement et techniquement, du dégagement de couches polychromées¹.

De même, des services déconcentrés de l'État ou de collectivités, dont le rôle est d'encourager et d'encadrer la restauration d'œuvres d'art, communiquent de façon accrue sur des opérations de restauration. La Conservation régionale des monuments historiques de l'ancienne région Languedoc-Roussillon a lancé dans les années 2010 une collection d'ouvrages consacrée à la protection ou la restauration de mobilier ou d'édifices protégés au titre des monuments historiques. Cette collection *Duo*, devenue un incontournable dans la littérature sur les monuments et les objets mobiliers de la région, compte sept titres dédiés à des restaurations,

1 - *Polychromies secrètes : autour de la restauration de deux œuvres majeures du XV^e siècle toulousain*. Catalogue d'exposition, Toulouse, Musée des Augustins, 10 décembre 2005 - 30 avril 2006 ; *Une histoire toulousaine vers 1500 : les sculptures de l'église des Récollets*. Catalogue d'exposition, Toulouse, Musée des Augustins, 26 mars-26 juin 2011.

et va s'étoffer, dans les années à venir, de plusieurs titres portant sur des opérations réalisées dans l'autre moitié de l'actuelle région Occitanie. Les missions de conservation-restauration étant le cœur de son action, le Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine, structure départementale des Pyrénées-Orientales, a organisé plusieurs expositions autour de ses opérations de restauration².

De même, les conseils départementaux et la région consacrent une partie de leur communication à la restauration des objets mobiliers. La revue *Midi-Pyrénées patrimoine*, devenue depuis la fusion des régions *Le patrimoine d'Occitanie*, donne une place importante à des actualités de la restauration. Un numéro spécialement consacré à ce sujet est d'ailleurs paru en 2015³.

Enfin, les questions de restauration ne sont pas absentes de la recherche récente en histoire de l'art menée récemment dans les universités du Sud-Ouest. Plusieurs mémoires de master soutenus ces deux dernières décennies à Toulouse II avaient pour thème l'étude d'architectes et restaurateurs ou des études monographiques sur la restauration d'objets et de monuments.

Cet intérêt croissant est certes encouragé par des moyens de diffusion plus importants et plus efficaces de nos jours, liés en partie à des stratégies de communication visant à justifier des politiques d'investissement volontaires pour les collectivités territoriales, ou obligatoires mais fragiles pour les services déconcentrés de l'État. Mais il s'explique également par une curiosité du grand public pour l'alchimie de l'acte de restauration, montré presque comme une fin et non plus uniquement comme un moyen pour mettre en valeur une œuvre d'art.

Quant à la recherche appliquée à la restauration, elle fait des progrès croissants, alimentée par des conservateurs de collections, de services en charge de monuments historiques ou de l'Inventaire. De plus, l'histoire de la restauration et de sa déontologie, qui trouve ses fondements à la suite de la Révolution, est devenue, avec l'intérêt accru pour les études universitaires sur le XIX^e siècle, un sujet digne d'être étudié.

Fort de ces constats, le présent numéro de *Patrimoines du sud*⁴ a pour ambition d'explorer l'actualité ou l'histoire de la restauration du patrimoine mobilier de la région Occitanie, dans le contexte des musées, des monuments historiques et de l'archéologie.

Plusieurs des articles rassemblés dans ce numéro reflètent l'actualité de la restauration, à travers un matériau (Benoît Lafay) ou un corpus (Monique Bourin), ou en présentant une restauration sur un objet en particulier (Michel Cadé ; Hélène Merlet-Oumanni). Ils reflètent l'activité de restauration des musées ou des services de monuments historiques.

2 - Notamment *Romanes et gothiques, Vierges à l'Enfant restaurées des Pyrénées-Orientales*, Perpignan, Chapelle Notre-Dame des Anges, 15 septembre-17 décembre 2011. Milan, Silvana editoriale, 2011.

3 - *Midi-Pyrénées patrimoine*, n°41, printemps 2015.

4 - Le pilotage scientifique de ce numéro a été assuré par Valérie Gaudard, Conservatrice régionale adjointe des monuments historiques, et Ariane Dor, Conservatrice du patrimoine, direction des Affaires culturelles, site de Toulouse, d'une part, et par Roland Chabbert, responsable du service connaissance et inventaire des patrimoines, et Sylvie Decottignies, Chercheur, Conseil régional d'Occitanie, site de Toulouse, d'autre part.

Chaque année, une centaine d'opérations de restauration d'objets classés ou inscrits au titre des monuments historiques est programmée dans les treize départements de la région Occitanie⁵.

Fig. 1. Nombre d'opérations de restauration d'objets mobiliers protégés au titre des monuments historiques n'appartenant pas à l'État en région Occitanie de 2011 à 2016 (chiffres fournis par la DRAC base Agrégée).

Fig. 2. Nombre d'opérations de restauration d'objets mobiliers protégés au titre des monuments historiques n'appartenant pas à l'État en région Occitanie, présenté par département (chiffres fournis par la DRAC, base Agrégée).

Les graphiques ci-dessus (fig.1 et 2) montrent que ces chiffres sont relativement constants depuis cinq ans.

5 - Les statistiques ont été établies à partir des tableaux de programmation des directions régionales des affaires culturelles de Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées de 2011 à 2016.

Autant que faire ce peut, ce constat est à mettre en perspective avec les moyennes nationales. Les chiffres des bilans nationaux des années 2013-2015 ne font pas apparaître la même régularité⁶. En volume, on peut également s'étonner des disparités nationales. Seulement une vingtaine d'objets est restaurée par an (objets appartenant à l'État compris) en Île-de-France sur cette période. Nous pouvons comparer l'activité d'Occitanie avec les régions qui possèdent un nombre d'objets équivalent au nôtre (13 387 en 2014). Grand Est (14 568 objets mobiliers classés en 2014) a autorisé une moyenne de 129 opérations sur la période 2013-2015 ; Bourgogne-Franche-Comté (13 227 objets mobiliers classés en 2014) 92 et Nouvelle Aquitaine (seulement 7 979 objets mobiliers classés en 2014) 127 opérations. On voit que les disparités sont grandes et que, avec 219 opérations menées, l'Occitanie montre une très bonne activité.

Au-delà de ces constats, quels enseignements en tirer sur le plan régional ? En effet, si l'Occitanie semble afficher une bonne santé, les disparités existent également par département. Analyser les raisons de ces disparités n'est pas simple. Plusieurs facteurs entrent en effet en jeu : le nombre d'objets protégés, la présence et le statut des conservateurs et conservateurs délégués des antiquités et objets d'art, le subventionnement des conseils départementaux et enfin, l'état de conservation des œuvres. La moyenne du nombre de travaux menés sur objets mobiliers protégés n'appartenant pas à l'État pour la période concernée (2011-2016) fait apparaître le département de l'Hérault en première position avec 14,8 opérations annuelles⁷. Viennent ensuite la Haute-Garonne (13), le Lot (11,4) les Pyrénées-Orientales (10,8), le Tarn et l'Ariège (9,8). En fin de liste, avec un peu plus de 5 opérations par an : le Gers, les Hautes-Pyrénées et la Lozère. Ces chiffres doivent être évalués selon les éléments de contexte cités. Mais on peut malgré tout conclure que l'on peut dissocier les moyens humains et financiers du nombre d'opérations et du nombre d'objets protégés. En clair, deux départements de l'ancienne région Languedoc-Roussillon, l'Hérault (548 objets classés en 2016⁸) et les Pyrénées-Orientales (729 objets classés), bénéficient d'un volume important d'opérations. La présence d'une convention signée entre l'État (Drac) et les collectivités territoriales, appelée Plan-Objet, visant à sanctuariser des montants consacrés à des opérations de restauration et de mise en valeur de mobilier sur plusieurs années, montre son efficacité. L'intérêt du Plan-Objet est également de s'appuyer sur l'ingénierie des services territoriaux de collectivité pour assurer le suivi et la maîtrise d'ouvrage des opérations, alors que dans les territoires dépourvus d'un tel outil, le suivi et l'instruction des opérations de restauration reposent principalement sur la capacité d'initiative des conservateurs des antiquités et objets d'art, agents indemnitaires de l'État, dont beaucoup ne peuvent consacrer qu'un temps partiel à leurs missions. Ce sont aussi des départements fort bien pourvus en moyens humains (CAOA à temps complet) et matériels. C'est le département des Pyrénées-Orientales qui est le mieux équipé de ce point de vue : avec son atelier de restauration, unique en France créé et financé par le département, il favorise la prise en charge de restaurations menées de façon rigoureuse et scientifique mais à moindre coût pour les collectivités des Pyrénées-Orientales.

6 - Source : Bilan de la conservation des monuments historiques 2015, Ministère de la culture.

7 - Parfois, des restaurations sur plusieurs objets peuvent engagées sur une seule opération, lorsqu'il s'agit d'un ensemble d'œuvres.

8 - Source : base Agrégée. Seul le nombre d'objets classés est stabilisé et peut servir de référence comparative.

Dans l'ancienne région Midi-Pyrénées, le Lot (452 objets classés) affiche une très bonne activité. Dans ce département, pas de Plan-Objet mais une convention liant la Drac avec le conseil départemental, sanctuarisant l'engagement de la collectivité pour le patrimoine. La recherche de raisons objectives à la bonne activité de chaque département s'arrête là : la Haute-Garonne tire son épingle du jeu alors que la collectivité ne finance pas les restaurations. On peut sûrement en chercher les raisons dans la programmation volontariste menée par la conservatrice déléguée des antiquités et objets d'art chargée du Comminges depuis 2011 et la volonté des propriétaires sensibilisés à un projet. En effet, un grand nombre des opérations de restauration est consacré, dans cette partie du département, à la restauration de sculptures médiévales, réputées provenir d'un atelier de fabrication implanté à Saint-Bertrand-de-Comminges. Le fruit de ces restaurations et des recherches qui y sont liées doit faire l'objet d'expositions organisées entre la Catalogne et la Haute-Garonne à l'horizon 2019. C'est dans ce cadre qu'un sujet de mémoire a été confié à Morgane Poirier, étudiante en restauration à l'École supérieure des Beaux-Arts de Tours. L'activité du Tarn (777 objets mobiliers classés) et de l'Ariège (1 066 objets mobiliers classés) est également remarquable, au vu des personnels à temps partiels sur la mission AOA, mais avec un engagement financier des collectivités.

Si l'initiative et le contrôle scientifique et technique des restaurations sur les objets mobiliers protégés au titre des monuments reposent sur les services de l'État chargé des monuments historiques (DRAC et CAO), le financement dépend en effet de nombreux autres contributeurs. L'État reste le principal pourvoyeur de subventions, mais la Région y participe également consacrant en moyenne 300.000 € par an à la conservation restauration des objets mobiliers sur le territoire régional ce qui représente une proportion d'environ 10 à 20 % selon les années du budget total consacré à ce type d'opération. Cette participation illustre un choix politique de préservation du patrimoine, partagé par plusieurs conseils départementaux, dont les taux de participation sont variables et en baisse relative⁹. Il faut citer à ce titre l'intérêt marqué de l'ancienne région Midi-Pyrénées pour les objets, liée par une convention avec la Drac jusqu'en 2012.

État, Région et collectivités participent également financièrement à la restauration des œuvres qui se trouvent dans les collections de musées de France, au sens de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002, et après examen des dossiers en commission régionale de restauration, organisée par la DRAC. Quelques articles monographiques viennent illustrer certaines opérations réalisées dans un contexte muséal, comme une restauration d'un tableau de Pierre Soulages conservé aux Abattoirs de Toulouse, mise en perspective avec d'autres œuvres de l'artiste, ou encore une édition originale des *Monuments d'Égypte et de la Nubie* conservée au musée Champollion de Figeac.

Quant à la nature et la déontologie de la restauration, il est difficile de tirer des articles

9 - Certains départements n'ont jamais financé la restauration du patrimoine mobilier protégé au titre des monuments historiques, comme celui de la Haute-Garonne, alors que d'autres (Pyrénées-Orientales par exemple) en ont fait une priorité dans leur politique culturelle. On constate cependant que les taux de subvention sont rognés davantage chaque année, dans de nombreux départements. La Drac souhaite élargir le conventionnement avec les départements pour garantir les financements et la préservation du patrimoine.

rassemblés dans le présent numéro des grands principes qui puissent s'appliquer uniformément à tous les cas de figures. Les introductions à une historiographie de la restauration dans le Sud-Ouest, brossées dans les articles consacrés à la restauration des textiles et des plafonds peints, montrent tout de même des évolutions notables dans la manière de mener des interventions. Le manque de (re)connaissance est sans doute le principal écueil de la conservation et de la restauration, comme l'ont montré les nombreuses destructions de plafonds peints médiévaux, faute d'identification ou de considération. La foi en la modernité, caractérisée par l'emploi généralisé de matériaux de synthèse dans la seconde moitié du XX^e siècle, a décliné grâce notamment à l'apport de l'expertise des laboratoires. La création, à partir de 1968, d'un laboratoire de recherche sur les monuments historiques, suivi d'autres laboratoires comme le Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration du patrimoine (CICRP) à Marseille, puis de nombreux laboratoires privés, a permis de généraliser le recours à des études scientifiques et techniques appliquées à des opérations de restauration. La DRAC Languedoc-Roussillon a bénéficié d'un partenariat avec le CICRP, comme l'illustre l'article sur la restauration d'un meuble du château d'Espeyran. Grâce à la fusion, cette convention est aujourd'hui étendue à l'ensemble de la région Occitanie.

Les formations de restaurateurs ont également largement évolué et de nombreux restaurateurs ayant suivi des formations qualifiantes¹⁰ sont désormais installés en région Occitanie, alors que l'essentiel de ces professionnels travaillant sur des objets protégés au titre des monuments historiques dans les années 1950 à 1970 étaient domiciliés à Paris et issus de formations en métiers d'art. Le lien entre formations supérieures en restauration et gestionnaires de collection se fait également à travers les mémoires et travaux confiés aux étudiants, comme le montre l'article présenté dans le présent numéro par Morgane Poirier, issu des résultats d'un mémoire de fin d'étude.

Une histoire de la restauration et de sa déontologie en région, et en particulier dans la région Occitanie puisqu'il s'agit de notre aire d'étude, reste encore largement à explorer et à synthétiser. Les grandes théories du XX^e siècle, de la *Théorie de la restauration* de Cesare Brandi à la Charte de Venise, doivent être alimentées et complétées par une analyse des pratiques de la restauration, à travers ses organes de décision (Commission nationale des monuments historiques, commissions régionales d'acquisition, etc.) et les interventions de ses acteurs (restaurateurs, conservateurs, scientifiques, historiens). Les archives de cette histoire, quoique inégalement conservées et réparties entre plusieurs institutions (Région, DRAC, services des Antiquités et objets d'art, archives départementales, communales et diocésaines) sont à la disposition d'étudiants et de chercheurs qui souhaiteraient mettre en valeur la restauration, action décisive, à la fois témoin de la réception d'une œuvre d'art à travers l'histoire et intimement liée à la vision que l'on en a aujourd'hui.

10 - Outre les formations reconnues par le décret n° 2002-628 de la loi musées de France du 4 janvier 2002, qui sont le diplôme d'études supérieures en conservation-restauration des œuvres sculptées délivré par l'école supérieure des beaux-arts de Tours, le diplôme d'études supérieures en conservation-restauration des œuvres peintes délivré par l'école d'art d'Avignon, l'Institut national du patrimoine et la Maîtrise en Sciences et techniques (Paris I-Panthéon-Sorbonne), on compte en Occitanie de nombreux restaurateurs titulaires de formations d'autres écoles d'art appliqué ou de beaux-arts. Contrairement aux musées de France, la législation sur les monuments historiques n'est pas restrictive quant aux formations universitaires.